

RETRAIT DU CPE

De vrais emplois, de vrais salaires pour tous !

Après le **Contrat Nouvelle Embauche (CNE)**, le **Contrat Première Embauche (CPE)** constitue une nouvelle attaque du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy contre l'ensemble des salariés et de la jeunesse. Non seulement ce dispositif ne crée pas d'emploi mais il précarise l'emploi existant.

En instituant une période de 2 ans pendant laquelle un licenciement pourra intervenir par simple lettre recommandée, sans que l'employeur ait la moindre justification à donner, il institutionnalise un peu plus la précarité et interdit toute perspective aux jeunes et aux salariés. Comment peut-on vivre décemment, faire des projets, lorsque l'on ignore chaque soir en rentrant chez soi si on aura encore du travail le lendemain ?

Une nouvelle attaque du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy contre l'ensemble des salariés et de la jeunesse.

En instituant le licenciement sans motif, le gouvernement casse 50 ans de conquêtes pour les Droits des travailleurs ;

C'est une nouvelle et inacceptable remise en cause du Contrat à Durée Indéterminée (CDI) et du code du travail, qui vise à faire de la précarité la norme et à accroître l'exploitation de tous les salariés. La réponse du gouvernement au chômage de masse consiste à faciliter toujours plus les licenciements, à faire baisser encore la rémunération du travail et donc le pouvoir d'achat, à remettre en cause la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, à garantir les revenus des actionnaires !



A l'opposé du CPE et des choix libéraux du gouvernement il faut aujourd'hui prendre sur les bénéfices des actionnaires pour financer la création massive d'emplois et l'augmentation du pouvoir d'achat (depuis 20 ans, sur 100 euros de richesses créées, 10 euros de moins vont aux salariés et 10 de plus aux bénéfices des entreprises...).

S'attaquer réellement au chômage ce serait par exemple :

- créer massivement des emplois dans les services publics et la fonction publique (enseignement, hôpitaux,...)
- réduire le temps de travail en imposant les embauches correspondantes
- redonner du pouvoir d'achat en augmentant les salaires pour tous
- contre la précarité, faire du CDI la norme.

Tous ensemble nous ferons céder le gouvernement.

Pour avancer dans cette voie, il faut imposer au gouvernement de retirer définitivement le CPE.

C'est possible, comme cela avait été fait en 1994 avec le SMIC Jeunes de Balladur. Pour cela, il faut une mobilisation d'ampleur de la jeunesse et de l'ensemble des salariés.

Suite à la première mobilisation réussie du 7 février et malgré le coup de force anti-démocratique du gouvernement utilisant le « 49-3 », les mobilisations continuent.

MANIFESTATION MARDI 7 MARS 14h30 - Place de la RÉPUBLIQUE